

**Does more democracy lead to
greater economic freedom?**

Mémoire mineur
sous la direction de M. Jean-Marc SIROEN

Marie-Claire AOUN
DEA 111 "Diagnostic et Prospective
de l'Economie Mondiale"

Juin 2004

Article de base:

**Does more democracy lead to greater economic freedom?
New evidence for developing countries**

Jakob de Haan et Jan-Egbert Sturm

European Journal of Political Economy – Vol 19 (2003) p. 547-563

PLAN

- I. Liberté économique et démocratie: Théorie économique

- II. L'article de Haan et Sturm :
 1. Les indicateurs de la liberté économique et de la démocratie
 2. Le modèle
 3. Les résultats

- III. Portée et limites du modèle

- IV. Annexes

- V. Bibliographie

La démocratie est reconnue, en général comme une valeur en soi qui est associée au progrès de l'humanité. Depuis dix ans, les études d'économie politique analysant l'impact de cette structure sur la croissance économique d'un pays sont de plus en plus nombreuses. Cela est dû, en partie, à l'insuffisance des seules variables économiques pour expliquer les différentiels de croissance entre les pays. Plusieurs études empiriques (Dethier, de Melo et Fidrumc) ont montré que la démocratie influençait la croissance par son impact sur la libéralisation économique. En effet, dès 1962, Milton Friedman enseignait dans *Capitalism and Freedom*, que les libertés économiques et les libertés civiles et politiques étaient complémentaires, qu'elles se renforçaient mutuellement : l'élargissement des droits politiques (démocratiques) favoriserait le renforcement des droits économiques, qui accélérerait à son tour la croissance.

Après avoir analysé l'effet positif de la libéralisation économique sur la croissance dans un article publié en 1999, Haan et Sturm s'intéressent à la relation entre les libertés économiques et les libertés politiques. La démocratie est-elle une condition nécessaire à la liberté économique ? Faut-il introduire des réformes libéralisatrices dans le cadre d'un régime démocratique ou autoritaire ?

La première partie de mon étude porte sur la théorie économique analysant la relation entre liberté économique et démocratie, la deuxième reprend l'étude de Haan et Sturm et la troisième la confronte à d'autres travaux similaires et analyse la portée de l'article.

I – Liberté économique et démocratie : Théorie économique

Dans un premier temps, il me semble important de définir les notions de liberté économique et liberté politique.

Selon James Gwartney, chercheur au Fraser Institute, les individus bénéficient d'une liberté économique si d'une part, leur propriété (acquise sans recours à la violence, fraude ou vol) est protégée des invasions physiques d'autrui et si d'autre part, ils sont libres d'utiliser, d'échanger ou de céder leur propriété, dans la mesure où leurs actions ne violent pas les droits d'autrui. Les libertés économiques se résument donc à la propriété privée sans restriction, la liberté des échanges et le maintien d'un système de marchés sans interférence ; ce qui implique un état de droit (*the rule of law*) et une intervention et des dépenses étatiques minimales. Ainsi, pour Gwartney, lorsque le gouvernement taxe une personne pour transférer une ressource à une autre, la première voit son « droit » à profiter

des fruits de son travail violé. Il y a donc trois piliers de la liberté économique : la liberté individuelle, la protection de la propriété privée et la liberté des échanges commerciaux.

Les libertés politiques quant à elles, peuvent être définies par les droits de l'homme liés au fonctionnement de la démocratie : droit de vote, droit d'expression et liberté de la presse, liberté de mouvement et de résidence, liberté de pensée, de réunion et d'association et droit d'accès dans des conditions d'égalité aux fonctions publiques ; Joseph Stiglitz (2000) y ajoute les libertés et les droits syndicaux.

Un régime démocratique entraîne-t-il une libéralisation économique plus importante ?

La théorie économique ne donne pas de réponse claire sur le lien entre les libertés politiques et économiques. Il existe en quelque sorte trois *paradigmes* qui analysent cette relation :

- Certains auteurs pensent que la libéralisation économique doit être mise en place dans le cadre d'un régime autoritaire. Les partisans de cette théorie trouvent que la liberté politique et la liberté économique sont toutes deux bénéfiques aux pays en développement, mais elles ne doivent pas être entreprises simultanément : les mesures de libéralisation doivent être introduites dans le cadre d'un régime autoritaire et l'adoption de la démocratie doit se faire après la mise en œuvre des réformes. En effet, selon Edwards (1991), les politiques populaires ex-post ne sont pas mises en place ex-ante dans un régime démocratique (le Chili, la Corée du Sud et Taiwan ont adopté des réformes économiques dans le cadre d'une autocratie et progressivement, ont remplacé ce régime par une démocratie). Fernandez et Rodrik (1991) pensent que les électeurs refuseront souvent les mesures libéralisatrices, car l'impact incertain d'une réforme au niveau individuel peut inciter un électeur à voter contre cette réforme : par exemple, les travailleurs s'opposent souvent à la privatisation d'une entreprise, même s'ils savent que cela sera bénéfique pour eux à long terme. En fait, ils ignorent si leurs compétences individuelles seront sollicitées après la réforme. La libéralisation peut donc être rejetée dans un régime démocratique, à cause des effets défavorables à court terme. La démocratie doit être adoptée ultérieurement, après l'apparition des effets positifs de la libéralisation. Fidrmuc (2000) représente ainsi l'impact de la démocratie sur la performance économique en une courbe en U.

Un autre argument a été avancé en faveur de cette théorie : le système démocratique serait inefficace à cause des lobbies qui peuvent être créés. En effet, le gouvernement pourrait servir la demande d'un groupe d'intérêts dans le but de gagner des élections à court terme. Alesina et Drazen (1991) démontrent que les réformes peuvent être retardées à cause des conflits d'intérêts. La perte en bien-être pour la société serait

non seulement le report des réformes, mais aussi la baisse d'activité économique durant le conflit.

Les partisans de cette théorie s'appuient sur les exemples de la Chine et de la Russie : La première a introduit les réformes économiques en maintenant le parti communiste au pouvoir et en limitant les libertés civiles et politiques, alors que la libéralisation politique russe a engendré un chaos institutionnel et un échec des réformes économiques entamées.

- D'autres auteurs citent l'Ouzbékistan et la Biélorussie qui n'ont pas réussi leur libéralisation économique dans un régime autoritaire. La démocratie serait donc une condition nécessaire à la liberté économique. En effet, seul un gouvernement légitime est capable de mettre en place des politiques ayant un coût économique élevé à court terme. De plus, la réussite de la libéralisation nécessite l'existence d'un système judiciaire indépendant et impartial. Un environnement institutionnel efficace est, selon North (1991), celui qui permet les transactions économiques et réduit au minimum les incertitudes. Or les facteurs qui ont une influence sur l'occurrence d'incertitude sont : la corruption, la violence politique, les nationalisations forcées, le remaniement des contrats, l'instabilité du gouvernement, la faiblesse de l'autorité de la loi et l'absence de libertés civiques. Enfin, selon Rodrik, les institutions démocratiques sont mieux adaptées pour gérer les conflits sociaux (de redistribution) engendrés par la libéralisation. Un régime autoritaire peut éviter les conflits de court terme, mais ne dispose pas d'institutions adéquates pour les résoudre.

- Le troisième courant considère que la relation entre un régime politique et le niveau de liberté économique n'est pas vérifiée. Pour Clague (1996), ce sont les institutions qui affectent la croissance d'une économie et non le type de régime. La qualité des institutions et des politiques économiques dépend en partie des incitations et des contraintes des dirigeants. Ces incitations sont différentes selon les régimes : dans une autocratie, l'horizon de vie du dirigeant est le principal déterminant alors que c'est la durabilité du système qui définit les institutions d'une démocratie.

Clague démontre qu'un dictateur au pouvoir depuis un certain temps met en place des droits de propriété et des contrats plus appropriés que ceux implantés par un autocrate récemment au pouvoir. Mais statistiquement, il trouve quand même que la démocratie, à condition qu'elle soit correctement enracinée politiquement et socialement, offre de meilleures garanties à la mise en œuvre des droits de propriété que des régimes autoritaires dotés du même niveau de stabilité politique. Toutefois, ces institutions sont

toujours plus fragiles dans les démocraties qui ont duré une courte période. C'est donc la *durée du régime* qui est déterminante.

De même, Alesina et Perotti attribuent les faibles niveaux de croissance et d'investissement à l'instabilité et à l'incertitude, non au régime politique. Selon eux, il n'est pas certain qu'un dictateur sera plus résistant aux conflits d'intérêt ou pourra mieux les gérer qu'une démocratie.

Ainsi, il n'y a pas de consensus dans la théorie économique. Les expériences historiques sont contradictoires : d'une part, la Chine a réussi sa libéralisation économique sans régime démocratique et d'autre part, l'Europe centrale a commencé la libéralisation politique avant d'entreprendre des réformes économiques.

L'article de Haan et Sturm s'inscrit dans le second courant : ils vont démontrer que le niveau de liberté politique est un déterminant principal de la liberté économique.

II – L'article de Haan et Sturm :

De Haan et Sturm mesurent la liberté économique par l'indice du Fraser Institute et la démocratie par les indicateurs publiés par le Freedom House.

1. Les indicateurs de la liberté économique et de la démocratie

L'indice de liberté économique a été créé par Milton Friedman en 1991. Il considère que toute forme de tarif douanier est une grave entorse aux libertés économiques : « *Libérer les gens économiquement encourage le dynamisme et les initiatives individuelles et met une nation sur la voie de la croissance économique* ».

Cet indice est aujourd'hui calculé par James Gwartney, qui classe un certain nombre de pays sur une échelle de 0 à 10 (du moins libre au plus libre). Il fait appel à 17 composantes regroupées dans 4 sections différentes¹:

- Politique monétaire et Inflation;
- Opérations et Régulations du gouvernement;
- Recettes publiques et Impôts discriminatoires;
- Echanges internationaux.

¹ Voir Annexe 1 : Composantes de l'indice de liberté économique

Pour chacun de ces points, on considère que l'on s'approche de la liberté économique lorsque la prescription ultra-libérale est appliquée. Par exemple, dans le cas de la politique monétaire, le contrôle de l'inflation et de la masse monétaire permet d'obtenir un résultat élevé. Pour ce qui est de l'utilisation du libre-marché, ce sont les privatisations et les déréglementations qui élèvent l'indice. Un chiffre de zéro à dix est attribué à chacune des sections, un score de dix représentant la situation idéale du point de vue de la doctrine ultra-libérale. Une moyenne pondérée des quatre sections donne l'indice final.

Il est intéressant de regarder le classement des pays pour l'année 2003 publié dans le rapport *Economic Freedom of the World*². Les grandes puissances économiques ne sont pas dans la tête de liste. Tous les leaders économiques du G7 ne sont pas dans le groupe de tête: l'Allemagne (20e), le Japon (26e), l'Italie (35e) et la France (44e).

Ce résultat s'explique en bonne partie par le critère de l'interventionnisme étatique que l'indice décourage. Les places relativement éloignées de l'Allemagne et du Japon dans le palmarès démontrent que la puissance d'une économie ne dépend pas d'un niveau maximal de « liberté économique ».

Dans ce rapport, les auteurs étudient les relations entre l'indice de liberté économique et les différents indicateurs macroéconomiques³ : L'indice augmente avec le niveau de revenu par tête, avec le taux de croissance et l'espérance de vie. Les inégalités ne sont pas plus importantes quand le niveau de liberté économique augmente. Ils concluent que le libéralisme économique est favorable à chacun de ces indicateurs. Cette analyse a été évidemment beaucoup critiquée.

Concernant la mesure de la démocratie, Haan et Sturm utilisent plusieurs indicateurs :

- a. L'indicateur de démocratie le plus souvent utilisé est l'indicateur de Gastil du Freedom House. Il s'agit d'un classement des pays suivant le respect des droits politiques⁴ et des droits civils⁵ depuis 1973. Le classement va de 1 (libre) à 7 (non libre). En fait, cet indice comprend deux mesures de la liberté politique :
 - Les droits civils : il s'agit des droits des individus, soit l'indépendance de la justice, la liberté de la presse, la liberté de rassemblement, les organisations politiques libres, les unions commerciales libres et les institutions religieuses libres ;
 - Les droits politiques qui sont définis par le degré de contrôle du gouvernement par les individus.

² Voir annexe 2 : Indice de liberté économique en 2003

³ Voir Annexe 3 : Indice de liberté économique et indicateurs macroéconomiques

⁴ Variable POL75 dans l'article

⁵ Variable CIV75 dans l'article

- b. L'indicateur de Gasiorowski qui classe les pays selon le changement de leur régime politique sur une base annuelle. De Haan et Sturm créent ainsi la variable *Gasdem* qui exprime la période pendant laquelle le pays a été sous un régime démocratique depuis 1961. Cet indicateur reprend donc la théorie de Clague sur l'importance de la durée d'un régime démocratique.
- Par exemple, *Gasdem* est égale à 0.31⁶ pour l'Argentine, car le pays a été sous un régime démocratique pendant 10 ans entre 1961 et 1992.
- c. La variable binaire *Freedum* calculée par le Freedom House : elle est égale à 1 si le pays est libre politiquement et 0 sinon.

2. Le modèle :

Afin d'étudier la relation entre la liberté économique et la liberté politique, les auteurs partent du modèle de base suivant :

$$\Delta Free = \text{constant} + \alpha \times Free_{75} + \beta \times Dem_{75}$$

$\Delta Free$ étant la variation du niveau de liberté économique entre 1975 et 1995 ;

$Free_{75}$: le niveau de liberté économique en 1975 ;

Dem_{75} : le niveau de démocratie en 1975.

Ils construisent ainsi un premier nuage de points pour déterminer la relation entre les deux variables⁷. Les pays ayant un niveau de démocratie plus élevé ont connu une augmentation importante de leur liberté économique⁸. Néanmoins, parmi les pays qui ont un niveau de démocratie plus faible, certains ont augmenté leur niveau de liberté économique et d'autres l'ont baissé. Il existe toutefois quelques valeurs atypiques comme le Venezuela qui se caractérise par un niveau de démocratie relativement important et une diminution de la liberté économique.

Les variables du modèle sont les suivantes :

Variable endogène: La variation de la liberté économique entre 1975 et 1995

Variables exogènes:

Haan et Sturm considèrent les variables de l'année 1975 afin d'éviter les problèmes de causalité.

- POL 75: Liberté Politique (droits politiques) en 1975
- CIV 75: Liberté civile en 1975

⁶ Le nombre d'années de démocratie (10) est divisé par le nombre total d'années sur la période 1961-1992 (32), soit 0.31

⁷ Voir Annexe 4: Relation entre liberté économique et démocratie

⁸ Il est important de connaître la construction de la variable CIV75 : Plus elle est élevée, moins le pays est démocratique. C'est pour cette raison que la relation entre les deux variables est décroissante.

- Gasdem: Nombre d'années de démocratie sur la période 1962-1992
- Free75: Niveau de liberté économique en 1975
- Y75: revenu par tête en 1975 (en log)
- Aid75: Les aides reçues en % du PIB sur la période 1971-1975
- Open: Part des importations et des exportations dans le PIB entre 1971-1975
- East Asia: Variable binaire pour les pays appartenant à l'Asie de l'Est
- Spain: Variable binaire pour les anciennes colonies espagnoles
- Growth75: Croissance économique entre 1960-1975.
- Political Instability: Indicateur d'instabilité politique entre 1960-1974 (Barro-Lee)

Haan et Sturm régressent le changement de liberté économique entre 1975 et 1995 par rapport au niveau de démocratie de départ des pays. Ils cherchent à comprendre si l'augmentation de la liberté économique nécessite un régime démocratique.

Ils introduisent des variables de contrôle dont le montant d'aide reçue (Aid75), car une des conditions pour obtenir une aide au développement est la mise en place de réformes économiques. L'indicateur de l'instabilité politique est également une variable explicative car les régimes instables ont plus de difficultés à introduire des réformes économiques que les régimes stables. La démocratie minimise les risques d'instabilité politique.

3. Les résultats :

Le premier modèle explique la variation de la liberté économique par la liberté civile en 1975 et le niveau de liberté économique en 1975⁹. Les auteurs rajoutent au fur et à mesure les autres variables et étudient la significativité des variables. Civ75, Free75 et les variables binaires sont toujours très significatives. Le coefficient de Civ75 varie entre -0.28 et -0.44 et celui de Free75 est plutôt instable. On obtient les mêmes résultats en considérant la liberté politique POL75 comme indicateur de la démocratie.

Le troisième modèle considère la variable binaire Freedom comme indicateur de la démocratie. Les mêmes variables apparaissent significatives. Le coefficient de Freedom est positif car la construction de la variable est différente. En effet, plus elle est élevée, plus le niveau de démocratie est important (contrairement à CIV75 ET POL75). Enfin, en considérant la variable Gasdem qui tient compte de la durée du régime, les résultats restent inchangés. La durée de la démocratie est également significative à 5%. La théorie avancée par Clague est donc vérifiée.

⁹ Voir Annexe 5 : Régressions

A priori, les résultats sont incontestables. Les pays qui ont connu une augmentation de leur liberté économique sont partis d'un niveau de démocratie élevé. Toutefois, les auteurs essaient d'expliquer l'existence de valeurs aberrantes dans l'échantillon¹⁰. En effet, il est possible que l'existence de ces valeurs introduise un biais dans le modèle et fausse les résultats. Il semblerait que le modèle linéaire n'arrive pas à expliquer les valeurs extrêmes dans l'échantillon. Le Venezuela, le Nicaragua, l'Iran, le Honduras, l'Algérie, la Syrie et le Panama ont tous connu une chute importante du niveau de liberté économique. En revanche, l'Argentine et le Chili détiennent les plus grandes augmentations de liberté économique.

De Haan et Sturm utilisent ainsi la méthode économétrique LTS (Least Trimmed Squares) pour analyser ces valeurs atypiques : ils considèrent la moitié des observations ayant la plus petite somme des carrés résiduelle et minimisent la somme des carrés de ces observations. Ainsi, les auteurs arrivent à exclure les valeurs aberrantes. Les variables de la démocratie sont toujours très significatives dans les régressions.

Enfin, ils utilisent une dernière méthode pour tester la robustesse de leurs résultats. Ils divisent l'échantillon en 2 périodes 75-85 et 85-95 en créant une variable binaire identifiant chaque période. Ils étudient ainsi si le changement de liberté économique de 1995 est affecté par le niveau de liberté politique de 1985 et si celui de 1985 dépend de la démocratie de 1975. Une fois de plus, les variables de la démocratie sont très significatives.

La démocratie entraîne donc un niveau de liberté économique plus élevé. Ce résultat résiste à l'analyse de robustesse en excluant les valeurs aberrantes. Les conclusions sont les mêmes en utilisant différents indicateurs de la démocratie (CIV75, POL75, GASDEM et FREEDUM). Ainsi, l'augmentation de la liberté économique est dans une certaine mesure liée à une augmentation du niveau de la démocratie.

III – Limites et portée de l'article :

Les résultats de cette étude vont dans le même sens que ceux de Melo (1996) qui a réalisé une étude sur 26 pays en transition. Il trouve que la corrélation entre la liberté économique et la liberté politique est de 0.8. De Melo (1997) a également identifié les déterminants de la libéralisation économique des pays en transition. La liberté politique est un déterminant principal : le coefficient est positif et très significatif.

¹⁰ Voir Annexe 6: Robustesse des résultats

De même, Dethier (1999) étudie 25 pays d'Europe Centrale et de l'Est et les pays de l'ancien bloc soviétique. Il ressort de son étude que la démocratie facilite la libéralisation économique (mais l'effet est indirect).

Il analyse en fait le lien entre la transition politique et la transition économique des pays en identifiant les canaux par lesquels la liberté politique affecte la liberté économique. Il étudie l'impact des composantes suivantes de la démocratie sur la libéralisation économique :

- Indicateur de l'instabilité: Le nombre de transferts de pouvoir dans le gouvernement d'un parti politique à un autre.
- Elections: la proximité des élections affecte les politiques économiques.
- Cohésion du gouvernement: Si plusieurs partis politiques sont représentés dans le gouvernement (il sera plus difficile d'introduire des réformes économiques).

Dethier démontre ainsi qu'un niveau de liberté économique plus élevé dans les pays en transition a entraîné une libéralisation économique plus importante.

Fidrmuc (2001) trouve également que la démocratie encourage la libéralisation. Le test de causalité de Granger démontre que la démocratie engendre une libéralisation économique. En effet, les pays en transition qui ont adopté la démocratie ont connu de meilleurs taux de croissance que les autocraties.

Même si l'analyse économétrique de Haan et Sturm donne des résultats plutôt robustes, il est difficile d'expliquer économiquement comment le niveau de démocratie de 1975 pourrait affecter la liberté économique en 1995. Il aurait été plus judicieux de considérer une période moins longue. En effet, Fidrmuc, Melo et Dethier analysent l'impact de la démocratie en 1992 sur le niveau de libéralisation économique en 1998.

Par ailleurs, Susanna Lundström en 2002 a mené une étude sur l'incidence de la démocratie sur les différentes catégories de la liberté économique. En effet, les analyses précédentes prennent

en compte un indicateur qui agrège ces composantes. L'étude de Lundstrom donne des résultats intéressants : la démocratie a certes un impact sur la liberté économique, mais il varie selon les différentes catégories : l'échange international et les opérations et régulations du gouvernement élèvent le niveau de liberté économique, mais la démocratie n'a aucun effet sur la politique monétaire et la politique fiscale.

Un niveau plus élevé de démocratie entraîne un recours plus important au libre marché, et réduit les restrictions sur le commerce international. Mais la démocratie n'a aucun impact sur la politique monétaire et sur la taxation discriminatoire.

Haan et Sturm identifient l'impact positif de la mise en place d'un régime démocratique sur la libéralisation économique. Les résultats obtenus sont similaires à ceux des études empiriques de Fidrmuc, de Melo ou Dethier.

Toutefois, quelques failles dans leur analyse économétrique peuvent remettre en cause la fiabilité des résultats obtenus. En réalité, même l'analyse de Lundström qui décompose les catégories de la liberté économique confirme leurs résultats. L'impact de la démocratie varie certes selon les différentes composantes de la libéralisation, mais en aucun cas, il n'a été démontré que la démocratie pouvait avoir un effet négatif sur les réformes économiques.

Ces résultats empiriques prouvent que la liberté politique et la libéralisation économique présentent des traits communs et sont indissociables. Certains parlent même d'une convergence historique entre les deux. Pour les révolutionnaires français de 1789, la déclaration des droits de l'homme et du citoyen s'est accompagnée de l'affirmation d'une nécessaire liberté du commerce et de l'industrie. Il existe ainsi une parenté entre la théorie de la « main invisible » développée par Adam Smith (la rencontre sur le marché des intérêts individuels permet de définir un ordre économique stable) et la théorie du contrat social de Rousseau (l'existence du pouvoir et sa légitimité sont fondées sur la rencontre de volontés individuelles égales).

Toutefois, cette complémentarité peut être contestée. En effet, la Chine populaire reste une dictature, la Russie et l'Ukraine n'ont pas réussi leur transition économique malgré l'élargissement des droits politiques. La démocratie ne doit donc pas être considérée comme une condition nécessaire et suffisante pour la liberté économique.

Bibliographie

- De Haan and Sturm 1999, « On the relationship between economic freedom and economic growth », University of Groningen,.

- Susanna Lundström 2002, « Decomposed Effects of Democracy on Economic Freedom », Göteborg University.

- Dethier, Ghanem, Zoli 1999, «Does democracy facilitate the economic transition?», World Bank

- Gwartney et Lawson 2003, “Economic Freedom of the World: 2003 Annual Report”, Fraser Institute

- Jan Fidrmuc 2001, “ Economic reform, growth and democracy during post-communist transition”, Center for European Integration Studies (ZEI), Center for Economic Policy Research